

Le peuple appelé à se prononcer?

JULIEN GRAF

Le couperet est tombé jeudi soir. Pour les 20% de francophones de Nidau, la pilule sera sans conteste particulièrement dure à avaler. A une courte majorité, le parlement a suivi la proposition du Conseil municipal. Ce dernier proposait de biffer du Règlement des écoles la possibilité offerte aux Romands de la localité d'aller suivre leur scolarité en français dans des classes biennoises. Par 15 voix contre 13 et une abstention, le législatif a approuvé cette mesure devant permettre à la localité d'économiser 150 000 francs par année (voir ci-dessous). Conséquence: dès la rentrée 2014, les élèves nouvellement en âge d'être scolarisés seront obligés de suivre le cursus alémanique à Nidau. Une dizaine de bambins, actuellement à l'école enfantine dans la cité seelandaise, seront rapatriés et contraints de s'accommoder du cursus alémanique.

«Le combat continue!»

Pourtant, certains politiciens ne veulent pas en rester là. C'est notamment le cas du Parti radical romand de Nidau (PRR) qui devrait très vraisemblablement actionner le dernier levier à sa disposition pour tenter d'infléchir la situation: le référendum facultatif. Contacté hier, le conseiller de ville PRR, Jean-Pierre Dutoit, a admis avoir été surpris par la tournure des débats jeudi soir: «Je suis évidemment très déçu par le résultat. Mais nous avons été surpris et satisfaits du large soutien alémanique à la cause défendue par les Romands. Ce score serré incite le PRR à continuer le combat.»

Ainsi, les représentants de la seule force politique romande de la cité se réuniront mardi prochain pour entériner la décision de créer un comité référendaire. «Seul, le PRR n'aurait pas eu les épaules assez larges pour lancer un référendum. J'ai déjà pris langue avec des représentants socialistes, du Parti évangélique et des Verts; tous m'ont assuré leur soutien dans la récolte de signatures»,



Jeudi, les parlementaires nidowiens ont suivi la proposition du Municipal de ne plus permettre aux francophones d'aller à Bienne suivre des cours en français. PETER SAMUEL JAGGI

fait savoir Jean-Pierre Dutoit.

Après publication de la modification du règlement scolaire communal, qui devrait être publiée prochainement dans la Feuille officielle de Nidau, le comité référendaire aura pile un mois afin de récolter les 200 signatures requises sur le territoire communal. Pour autant que ces prérogatives soient remplies et que les paraphes

soient validés, les ayants droit auraient ensuite à se prononcer dans les urnes. Ce qui pourrait être fait au plus tôt au printemps prochain, estime Jean-Pierre Dutoit.

Postulat biennois

La décision prise hier par le législatif nidowien a aussi fait des vagues au Parlement biennois, également réuni en séance jeu-

di. Le Parti socialiste, soucieux de préserver le bilinguisme dans l'agglomération, a déposé un postulat. Ce dernier demande au Conseil municipal biennois «d'insister auprès des autorités de Nidau pour que celles-ci continuent de s'engager en faveur du bilinguisme et mettent tout en œuvre pour ne pas affaiblir les projets de développement communs liés à la région». ●

TROIS QUESTIONS À...



ADRIAN KNEUBÜHLER
MAIRE DE NIDAU

«Il serait bon que le peuple ait son mot à dire»

Adrian Kneubühler, le projet défendu par le Conseil municipal n'a recueilli qu'une courte majorité, surpris par ce résultat?

Je me sens comme un juge qui doit condamner un ami. Mais si avions opté pour le statu quo, à savoir continuer d'offrir ce service à francophones, je suis sûr que certains conseillers de ville auraient aussi au scandale. Ils auraient martelé qu'il fallait réaliser des économies la tournure prise par le débat ces derniers 10 jours dans la région, je pense qu'un certain nombre de parlementaires ont changé d'avis, et opté le maintien de cette offre. Oui, j'ai été un peu surpris.

Les médias nationaux se sont emparés du sujet. Avez-vous conscience du lourd déficit d'image qu'entraîne cette décision pour votre commune?

Oui, je crains en effet que nous donnions l'image d'une ville qui ne plus de ses Romands. Ce qui n'est absolument pas le cas. Nidau n'a financièrement tout simplement pas les ressources à disposition pour se ta d'être une ville bilingue. Si tel devait être la volonté du peuple ou des alors il faudrait sérieusement songer à fusionner avec Bienne. Si l'on une administration bilingue à Nidau, à long terme, je ne vois pas d'autres solutions.

Le PRR veut lancer un référendum. Votre réaction?

Très franchement, c'est une bonne chose. Le résultat étant si serré aulement, qui plus est concernant une vraie question de fond, il est préférable que le peuple ait son mot à dire et prenne ses responsabilités. ● **JUG**

«Cela revient à choisir entre la peste et le choléra»

DÉBATS ÉMOTIONNELS Lors de la séance du Conseil de ville nidowien de jeudi, Adrian Kneubühler, maire de Nidau, a ouvert les feux, expliquant que le Conseil de ville devait choisir entre la peste et le choléra. Il s'est dit parfaitement conscient de la gravité de la situation. Sur le plan personnel, il déplore le fait d'être aujourd'hui contraint de réclamer la suppression de la possibilité pour les écoliers romands de Nidau d'aller à l'école à Bienne dans des centres francophones. «Mais Nidau n'a tout simplement plus les moyens de financer cette politique», a-t-il précisé. «Je reconnais que, vu l'ampleur des déficits qui nous menacent, cette décision relève du désespoir.» Il a poursuivi en précisant que les postes ne sont pas nombreux dans le budget, où l'on peut procéder à des coupes sans modifier des ordonnances fixées par la loi ou supprimer des prestations. Adrian Kneubühler a assuré que cette décision «n'était pas dirigée contre la minorité romande».

a également fait remarquer «qu'après tout, Nidau est une commune germanophone». Jusqu'à la fin, le groupe socialiste a surpris par son indécision; il n'a d'ailleurs pas souhaité prendre la parole. La fraction évangélique et écologiste s'est clairement opposée au Conseil municipal. Son porte-parole, Philippe Messerli, a relevé que les enjeux dépassaient les questions d'argent: c'est toute une politique des langues et de la formation que l'on remet en cause. «On ne peut pas jeter de tels acquis ainsi par-dessus bord; la décision que nous prendrons aujourd'hui sera révélatrice de notre manière de traiter les minorités», a-t-il poursuivi. Le radical romand Jean-Pierre Dutoit a pris la parole au nom des Romands. Il s'est déclaré «choqué par cette proposition d'économie»; une décision dans ce sens passerait dans la communauté francophone de toute l'agglomération biennoise pour une révolution. «J'ai carrément l'impression que Nidau ferme ses portes pour toujours aux familles

dans la bourgade, ça n'est pas très bon pour l'évolution de notre communauté.» Elle a aussi déploré le que Nidau perdrait une part de son bilinguisme et la vie de tous les jours. Après des débats nourris et gagés, les 29 conseillers de ville présents ont finalement accepté par 15 voix contre 13 la proposition l'exécutif. Le scrutin a été nominatif: chaque conseiller de ville a été appelé nommément et pri donner son vote.

OUI AU BUDGET MALGRÉ LE DÉFICIT

soir, les conseillers de ville avaient aussi à se prononcer sur le budget 2014. Ce dernier accuse une perte de millions de francs, et le déficit prévu pour 2014 chiffré à 3,3 millions de francs. Pire: il devrait même s'accroître de manière continue jusqu'en 2018, pour atteindre 3,6 millions. Non sans grincements de dents, mais cette fois avec une nette majorité d